

MARIAGE ET DIVORCE DE LA FEMME MAROCAINE : TENDANCES D'EVOLUTION

L'âge moyen au mariage a énormément reculé entre 1960 et 2010. Les femmes se sont mariées en moyenne à 26,6 ans en 2010, soit 9,1 ans plus tard qu'en 1960. Le mariage précoce des 15-19 ans, qui concernait 20% des filles en 1982 n'en concerne plus que 150 mille représentant 9% de cette tranche d'âges. Parmi celles-ci, 120 mille sont âgées entre 18 et 19 ans. Il n'en reste pas moins qu'au moins 30 mille femmes se sont mariées en deçà de l'âge légal (18 ans).

Le mariage devient de moins en moins universel. En 2010, le célibat à 50 ans a atteint 6,7% parmi les femmes (contre 0,9% en 1994) et 5,8% parmi les hommes (contre 2,9%).

Le mariage entre cousins ou entre parents éloignés (endogamie), valorisé dans le cadre des traditions patriarcales soucieuses de maintenir la cohésion familiale ou la sauvegarde du patrimoine, a régressé de 33% en 1987 à 21% en 2010, exprimant, ainsi, une mutation des systèmes de valeurs et comportements sociaux. Le taux d'endogamie avec un cousin germain est resté quasiment stable entre 1995 et 2010 (16,3% et 15,5% respectivement) alors que celui avec un parent éloigné a connu une baisse sensible passant de 13% à 5,1%.

Cette évolution qu'a connue la nuptialité s'est accompagnée du recul du divorce. Si dans les années 1960, le tiers des premiers mariages (31%) se terminaient par un divorce, le taux de divortialité dépasse à peine 10% en 2010. Il est à noter que la proportion des femmes dont le premier mariage a été rompu par divorce est la plus élevée pendant la période critique des cinq premières années de la vie conjugale (supérieure à 30%). Elle baisse progressivement avec la durée pour atteindre des niveaux inférieurs à 3% au delà de 20 ans de mariage.

La proportion des femmes divorcées a également tendance à baisser avec l'augmentation du nombre d'enfants. Elle passe de 19,8% parmi les femmes n'ayant pas d'enfants à 8% parmi celles ayant 4 enfants et plus. En considérant le sexe de l'enfant, les femmes ayant au moins un garçon divorcent deux fois moins (8,8%) que celles qui n'ont pas de progéniture de sexe masculin (16,3%).

Les femmes mariées à des cousins germains ou autres parents éloignés (endogames) connaissent moins le divorce (7%) que celles n'ayant aucun lien familial avec leurs conjoints (11,3%).

Il est à noter, par ailleurs, que le taux de divortialité est deux fois plus élevé parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction que parmi celles ayant un niveau d'instruction supérieur (11,5% contre 5,8%) et parmi les femmes actives que parmi celles inactives (17,1% contre 8,7%).

Age moyen au premier mariage

Sexe	1960	2010
Urbain		
Masculin	24.4	32.5
Féminin	17.5	27.4
Rural		
Masculin	23.8	30.0
Féminin	17.2	25.6
Urbain + Rural		
Masculin	24.0	31.4
Féminin	17.5	26.6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique) Enquête Nationale Démographique à Passages Répétés 2009-2010

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Compte nationaux trimestriels.....	3
Mariage et divorce de la femme marocaine tendance d'évolution.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Octobre 2013 N° 194

BULLETIN MENSUEL

PRIX

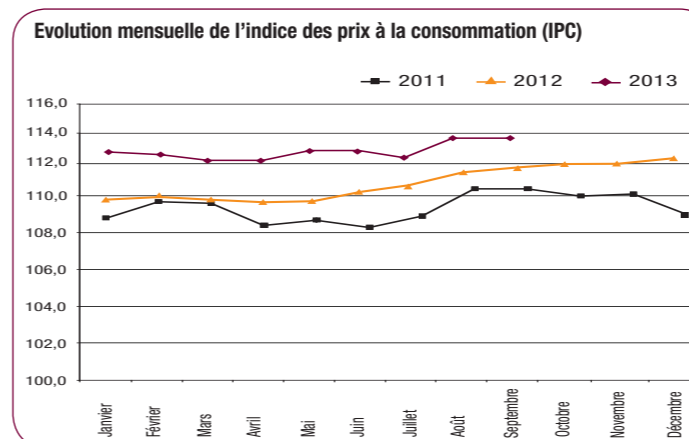
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de septembre 2013, une stagnation par rapport au mois précédent. Celle-ci est le résultat de la baisse de 1,0% de l'indice des produits alimentaires et de la hausse de 0,6% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,7% au cours du mois de septembre 2013.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des neuf premiers mois de 2013, par rapport à celui de la même période de 2012, s'établit à +2,2%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2013	SEPT. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	123,4	122,2	-1,0	117,9	121,3	2,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	123,8	122,6	-1,0	118,4	121,7	2,8
Boissons alcoolisées et tabac	115,5	115,5	0,0	108,4	113,9	5,1
Produits non alimentaires	106,8	107,4	0,6	105,1	106,8	1,6
Articles d'habillement et chaussures	110,0	110,4	0,4	108,0	109,4	1,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	106,7	106,9	0,2	105,2	106,3	1,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,5	107,6	0,1	107,3	107,4	0,1
Santé	104,9	104,9	0,0	103,7	104,6	0,9
Transport	109,6	111,2	1,5	105,7	109,6	3,7
Communication	59,5	59,5	0,0	69,7	63,3	-9,2
Loisirs et culture	97,3	97,4	0,1	96,7	97,3	0,6
Enseignement	129,7	133,6	3,0	122,5	130,1	6,2
Restaurants et hôtels	117,5	117,6	0,1	112,9	116,3	3,0
Biens et services divers	112,2	112,2	0,0	110,6	111,9	1,2
Indice général	113,6	113,6	0,0	110,4	112,8	2,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2013	SEPT. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	113,5	113,7	0,2	109,6	112,0	2,2
Casablanca	114,9	115,3	0,3	112,3	114,8	2,2
Fès	114,0	114,1	0,1	110,0	112,9	2,6
Kénitra	113,5	113,2	-0,3	109,8	112,3	2,3
Marrakech	112,8	113,3	0,4	110,2	112,8	2,4
Oujda	113,2	113,3	0,1	109,2	112,2	2,7
Rabat	110,6	110,7	0,1	108,0	110,3	2,1
Tétouan	113,7	113,0	-0,6	112,3	111,9	-0,4
Meknès	116,4	116,3	-0,1	112,2	114,8	2,3
Tanger	116,2	115,5	-0,6	111,3	114,6	3,0
Laâyoune	113,8	113,8	0,0	111,2	112,5	1,2
Dakhla	113,3	113,4	0,1	109,7	111,9	2,0
Guelmim	114,0	112,9	-1,0	109,9	112,4	2,3
Settat	113,0	112,8	-0,2	110,9	112,9	1,8
Safi	109,1	108,6	-0,5	105,5	108,1	2,5
Beni-Mellal	112,0	112,2	0,2	110,8	111,7	0,8
Al-Hoceima	118,6	114,8	-3,2	111,9	114,5	2,3
Ensemble	113,6	113,6	0,0	110,4	112,8	2,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Al-Hoceima avec 3,2%, à Guelmim avec 1,0%, à Tétouan et Tanger avec 0,6% et à Safi avec 0,5%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Marrakech avec 0,4%, à Casablanca avec 0,3% et à Agadir et Beni-Mellal avec 0,2%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des neuf premiers mois de 2013, par rapport à la même période de l'année 2012, les hausses les plus élevées à Tanger avec 3,0%, à Oujda avec 2,7%, à Fès avec 2,6%, à Safi avec 2,5%, à Marrakech avec 2,4% et à Kénitra, Meknès, Guelmim et Al-Hoceima avec 2,3% et les moins élevées à Beni-Mellal avec 0,8% et à Laâyoune avec 1,2%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Tétouan avec 0,4%.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	SEPTEMBRE/SEPTEMBRE (1)	LES NEUF PREMIERS MOIS (2)
2011	0,8	1,0
2012	1,2	1,1
2013	1,7	2,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des neuf premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Campagne Agricole		
	2010-2011	2011-2012	VAR. %
Agriculture			
Evolution de la commercialisation officielle des légumineuses et des graines (en milliers de Qx)			
Céréales principales	18 717	22 755	21,6
Céréales secondaires	421	240	-43,0
Légumineuses alimentaires	255	79	-69,0
Légumineuses fourragères	217	-	
Graines aromatiques condimentaires	39	-	

Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses (ONICL)

	Situation de janvier à août		
	2012	2013*	VAR. %
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	17 809	17 467	-1,9
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	4 962	4 549	-8,3

	Situation de janvier à août		
	2012	2013*	VAR. %
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	10 951	9 838	-10,2

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à août		
	2012	2013*	VAR. %
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	198 308	196 483	-0,9
Biens	123 096	121 906	-1,0
Services	75 212	74 577	-0,8
dont : voyages	38 075	38 925	2,2
Importations	286 010	279 653	-2,2
Biens	239 606	237 024	-1,1
Services	46 404	42 629	-8,1
Solde commercial	-87 702	-83 170	
Taux de couverture (en %)	69,3	70,3	
Recettes M.R.E.	37 979	38 374	1,0

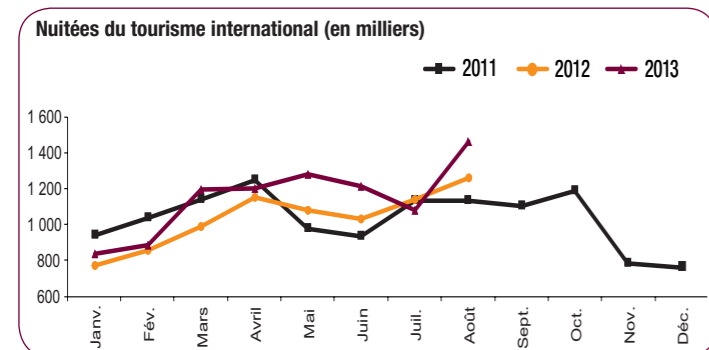
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à août		
	2012	2013*	VAR. %
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	11 715	12 777	9,1
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	8 316	9 220	10,9

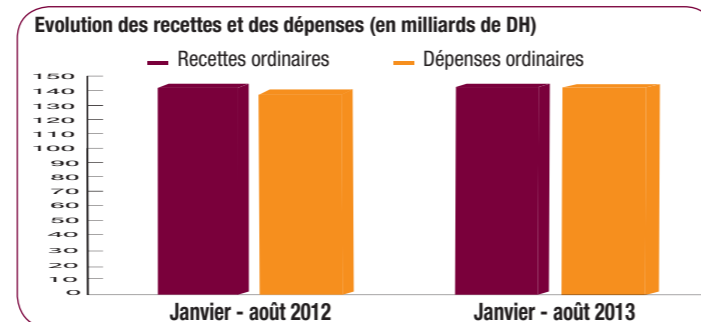
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à août		
	2012 ^R	2013*	VAR. %
Recettes ordinaires	145 613	144 512	-0,8
Dépenses ordinaires	140 535	143 033	1,8
Dette publique	13 631	15 721	15,3
Investissement	28 311	28 109	-0,7
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-10 950	-14 459	
Déficit / Excédent global	-34 183	-41 089	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

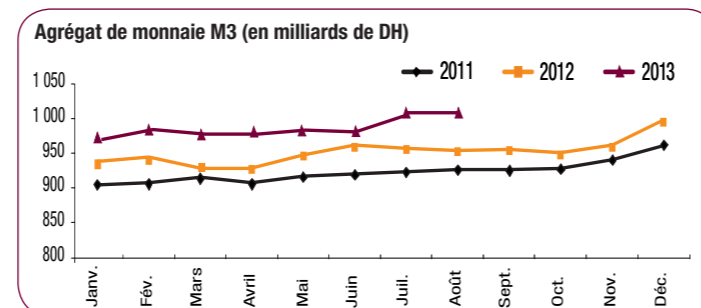


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à août		
	2012 ^R	2013*	VAR. %
Agrégat de monnaie M3	951 490	1 012 719	6,4
Agrégats de placements liquides	354 561	380 095	7,2
Contreparties de la monnaie (1)	951 490	1 012 719	6,4
Créances sur l'économie	807 966	831 822	3,0
Créances nettes sur l'administration centrale	120 418	146 674	21,8
Réserves Internationales Nettes	144 111	150 244	4,3
Ressources à caractère non monétaire	149 262	152 894	2,4
Autres contreparties de M3	28 256	36 873	30,5

(1) - Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de septembre		
	2012	2013*	VAR. %
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	5 500	1 664	-69,8
Capitalisation boursière (en millions de DH)	444 782	419 727	-5,6
Indice MASI	9 471,80	8 673,49	-8,4
Indice MADEX	7 728,77	7 046,32	-8,8
O.P.C.V.M.	16 Août 2013	20 Sept. 2013	VAR. %
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	369	369	-
	234 825	233 569	-0,5

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

- : Valeurs nulles

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Deuxième trimestre 2013

Selon les comptes nationaux du deuxième trimestre 2013, l'activité économique a été marquée par une amélioration soutenue principalement par l'important rebondissement de l'activité agricole. En effet, le Produit Intérieur Brut (PIB), corrigée de variations saisonnières (cvs), a affiché un accroissement de 5.1% en volume au lieu de 2.7% la même période de l'année précédente.

C'est ainsi que, la valeur ajoutée agricole en volume s'est accrue de 22,8% au lieu d'une baisse de 9,5% le même trimestre de l'année précédente, alors que celle des activités non agricoles a été, en ralentissement, avec une croissance de 2,5% au lieu de 4,5%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une baisse de 0,6% au lieu d'une hausse de 1,3% durant la même période de l'année précédente. Ceci est dû à :

- La baisse de la valeur ajoutée de l'activité du bâtiment et travaux publics de 4,6% au lieu d'une hausse de 3,5% ;

- La régression de la valeur ajoutée de l'électricité et eau de 0,9% au lieu d'une hausse de 9% ;

- La stagnation de la valeur ajoutée de l'industrie d'extraction au lieu d'une baisse de 5% ;
- La légère croissance de l'activité des industries de transformation de 0,8% au lieu de 1,4%.

Le secteur tertiaire, par contre, a affiché une hausse de 4,2% au lieu de 5,9% le même trimestre de l'année 2012. Toutes les composantes du secteur ont enregistré, malgré un certain ralentissement, des croissances positives :

- Les postes et télécommunications de 11,5% au lieu de 22,4% ;
- Les services rendus aux ménages et aux entreprises de 3,5% au lieu de 4,8% ;
- Les services financiers et assurances de 0,1% au lieu de 6,4% ;
- Les «services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale» de 6,5% au lieu de 6,9% ;
- Les «services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale» de 2,5% au lieu de 4,8% ;
- Les hôtels et restaurants de 5,1% au lieu de 3,9% ;
- Le commerce de 3,7% au lieu de 2,7%.

Au niveau des emplois du PIB, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 4% au lieu de 2,2% la même période de l'année précédente. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a affiché une hausse de 4,7% au lieu de 7,4% et l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a enregistré une hausse de 2,4% au lieu de 4,6% une année auparavant. Globalement la demande intérieure a contribué de 3,3 points à la croissance au lieu de 2,1 points.

Parallèlement, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution positive à la croissance de l'ordre de 1,8 point au lieu d'une contribution négative de 0,6 point le même trimestre de l'année précédente grâce à la hausse des exportations de biens et services de 5,1% au lieu de 1% et de la diminution des importations de 0,6% au lieu d'une hausse de 2,5%.

Par ailleurs, le revenu national brut disponible s'est accru de 8,4% au lieu de 2,3% et l'épargne nationale a atteint 27,4% du PIB au lieu de 25,4% une année auparavant.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

	(en millions de dhs)		
	2 ^{ème} trim. 2012	2 ^{ème} trim. 2013	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	98 584	102 545	4,0
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	28 431	29 781	4,7
Formation brute de capital	56 856	58 203	2,4
Exportations de biens et services	51 764	54 420	5,1
Importations de biens et services	64 026	63 655	-0,6

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	2 ^{ème} trim. 2012	2 ^{ème} trim. 2013	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	213 203	231 191	8,4
Epargne nationale brute	51 980	60 009	15,4

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	2 ^{ème} trimestre 2012	2 ^{ème} trimestre 2013	Glissement annuel en %
Secteur agricole	24 147	29 656	22,8
Secteur non agricole	123 642	126 714	2,5
Pêche	1 000	1 047	4,7
Industrie d'extraction	3 153	3 157	0,1
Industries de transformation	21 267	21 441	0,8
Electricité et eau	5 809	5 756	-0,9
Bâtiment et travaux publics	8 214	7 839	-4,6
Commerce	18 110	18 780	3,7
Hôtels et restaurants	2 954	3 104	5,1
Transports	8 804	9 039	2,7
Postes et télécommunications	13 565	15 119	11,5
Activités financières et assurances	9 198	9 208	0,1
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 117	18 744	3,5
Administration publique générale et sécurité sociale	13 792	14 688	6,5
Education, santé et action sociale	14 230	14 585	2,5
Branche fictive	-7 687	-7 694	
Impôts sur les produits nets des subventions	21 663	22 176	2,4
Produit intérieur brut en volume	170 138	178 737	5,1
PIB hors agriculture	145 002	148 590	2,5
Produit intérieur brut en valeur	205 044	219 181	6,9

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du (PIB) (en %)

